

Respect des droits humains : clé pour éradiquer la pandémie du SIDA selon le nouveau rapport de l'ONUSIDA

À l'approche de la Journée mondiale de lutte contre le sida (1er décembre), un nouveau rapport de l'ONUSIDA révèle que le monde peut atteindre l'objectif de mettre fin au sida en tant que menace de santé publique d'ici 2030 – mais uniquement si les dirigeants protègent les droits humains de toutes les personnes vivantes avec le VIH ou à risque. Le message du rapport est résumé dans son titre : « Emprunter la voie des droits pour mettre fin au sida ».



Mme Berthilde Gahongayiré, Directrice régionale de L'ONUSIDA pour l'Afrique de l'ouest et du centre.

« Malgré les progrès considérables réalisés dans la lutte

contre le VIH, les violations des droits humains continuent d'empêcher le monde d'éradiquer le sida », a déclaré Winnie Byanyima, directrice exécutive de l'ONUSIDA. « Quand des filles sont privées d'éducation, quand les violences basées sur le genre impuni, quand des personnes risquent d'être arrêtées pour ce qu'elles sont ou qui elles aiment, ou quand accéder aux services de santé devient dangereux en raison de leur communauté, elles se voient privées des services essentiels pour sauver leur vie et mettre fin à la pandémie. Protéger la santé de tous implique de protéger les droits de tous. »

Parmi les 39,9 millions de personnes vivant avec le VIH, 9,3 millions n'ont toujours pas accès aux traitements vitaux. L'année dernière, 630 000 personnes sont mortes de maladies liées au sida, tandis que 1,3 million de nouvelles infections ont été enregistrées dans le monde. Dans au moins 28 pays, le nombre de nouvelles infections est en hausse. Pour inverser cette tendance, il est impératif que les programmes vitaux soient accessibles à tous sans crainte.

En 2023, chaque jour, 570 jeunes femmes et filles âgées de 15 à 24 ans ont contracté le VIH. Dans 22 pays d'Afrique orientale et australe, les jeunes femmes et filles de cette tranche d'âge sont trois fois plus susceptibles de vivre avec le VIH que leurs homologues masculins.

« Aucune fille ne devrait être privée de l'éducation et de l'information dont elle a besoin pour se protéger », a déclaré Nomonde Ngema, une militante de 21 ans vivant avec le VIH. « La discrimination et la violence envers les filles doivent être traitées comme des urgences de droits humains et de santé. »

La criminalisation et la stigmatisation des communautés marginalisées entravent l'accès aux services de santé essentiels contre le VIH. Dans la Déclaration politique de 2021 sur l'élimination du VIH/sida, les pays se sont engagés à

ce qu'en 2025, moins de 10 % des pays maintiennent des cadres juridiques et politiques restrictifs limitant l'accès aux services de lutte contre le VIH. Pourtant, en 2023, 63 pays criminalisent encore les relations entre personnes de même sexe. Ces lois freinent la réponse au VIH : parmi les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, la prévalence du VIH est cinq fois plus élevée dans les pays où ces relations sont criminalisées.



Mme Jeanne Gapiya-Niyonzima Fondatrice de l'ANSS et Première personne au Burundi à annoncer publiquement qu'elle vivait avec le Vih.

« Les lois et politiques punitives éloignent les personnes vulnérables des services essentiels pour prévenir, tester et traiter le VIH », a expliqué Axel Bautista, responsable de l'engagement communautaire chez MPact Global Action for Gay Men's Health & Rights. « Au lieu de punir les communautés marginalisées, les gouvernements doivent garantir leurs droits humains. »

La science continue d'innover contre le sida. Les médicaments

à action prolongée, qui ne nécessitent que quelques injections par an, pourraient changer la donne, mais seulement si une approche fondée sur les droits humains est adoptée pour rendre ces technologies accessibles et abordables à travers le monde.

« Les outils médicaux qui sauvent des vies ne peuvent être prévus comme de simples marchandises », a déclaré Alexandra Calmy, spécialiste du VIH aux Hôpitaux universitaires de Genève. « Les options thérapeutiques et préventives révolutionnaires en cours de développement doivent être mises à disposition sans délai pour garantir un accès universel. »

« Nous connaissons le chemin pour construire une société où chacun peut prospérer », a affirmé Jeanne Gapiya-Niyonzima, fondatrice de l'ANSS et première personne au Burundi à révéler publiquement qu'elle a vécu avec le VIH. « Si le monde veut mettre fin au sida en tant que menace de santé publique, il doit protéger les droits de chaque individu. »

Le rapport comprend dix essais rédigés par des dirigeants de la lutte mondiale contre le sida, notamment Elton John ; l'archevêque du Cap, Thabo Makgoba ; le président irlandais, Michael D. Higgins ; le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk ; et l'ancienne présidente de la Société internationale du sida, Adeeba Kamarulzaman.

Dans son essai, Elton John écrit : « Je connais le sentiment de honte et ses conséquences. Tant que le VIH sera perçu comme une maladie qui touche « les autres » et non les soi-disant « personnes décentes », le sida ne sera pas vaincu. La science, la médecine et la technologie sont peut-être le « quoi » pour mettre fin au sida, mais l'inclusion, l'empathie et la compassion sont le « comment ». »

Le président Michael D. Higgins ajoute : « Garantir la plénitude des droits humains est une nécessité pratique cruciale si nous voulons débarrasser le monde du fléau du sida. Tenir la promesse de mettre fin au sida en tant que

menace de santé publique est un choix politique et financier.
Il est grand temps de choisir la bonne voie. »